

## Éolien et Solaire, mathématiques revues et corrigées ?

***Comment l'éolien et le solaire redessinent les mathématiques d'un coup de baguette magique : un constat sur la communication biaisée des énergéticiens et propagandistes des énergies « renouvelables » intermittentes.***

La production électrique française est presque totalement décarbonée, à tel point que le kilowattheure (kWh) nucléaire ne « coûte au dérèglement climatique » que 3,7 grammes de CO<sub>2</sub> contre plus de 1100 grammes (soit 300 fois plus) pour le lignite allemand, par exemple !

Qu'en est-il alors des productions prétendues « décarbonées » en provenance des énergies dites renouvelables ?

Tout d'abord ces énergies ne sont pas totalement renouvelables puisqu'elles nécessitent bien plus de métaux et de ressources naturelles que d'autres énergies, parce qu'il faut remplacer les équipements tous les 20 à 25 ans et que les filières de recyclage ne couvrent toujours pas la totalité des composants (alors que l'éolien et le solaire existent depuis plus de vingt ans).

De plus elles sont intermittentes ce qui signifie qu'il faut pouvoir s'en passer ou les remplacer, dès l'instant où elles ne fournissent pas assez, par les productions pilotables nucléaire, hydraulique, gaz ou charbon (tantôt priées d'attendre inutilement, au ralenti ou à l'arrêt, pendant les périodes ensoleillées ou ventées, avec un coût d'amortissement associé, tantôt avec un coût CO<sub>2</sub> élevé en plus du coût d'amortissement quand ce sont gaz et charbon qui doivent compenser les insuffisances solaires et éoliennes).

Enfin, la plupart des capteurs solaires sont fabriqués en Chine, et beaucoup d'éoliennes en Allemagne, deux pays dont le mix énergétique très carboné dégrade fortement l'empreinte carbone importée par la France, qui, hypocritement, ne se rebiffe pas lorsque ces équipements franchissent ses frontières.

Pour mémoire, selon l'ADEME<sup>1</sup> et la méthode d'analyse du cycle de vie (ACV), le nucléaire français génère 3,7 grammes de CO<sub>2</sub> par kWh, l'éolien terrestre 14,1 g de CO<sub>2</sub> par kWh (soit 4 fois plus que le nucléaire), l'éolien en mer 15,6 g de CO<sub>2</sub> par kWh, le solaire photovoltaïque 43,9 g de CO<sub>2</sub> par kWh (soit 12 fois plus que le nucléaire), le gaz 418 g de CO<sub>2</sub> par kWh et le charbon 1060 g de CO<sub>2</sub> par kWh. Note : pour les renouvelables ces chiffres ne tiennent pas compte du CO<sub>2</sub> supplémentaire que génèrent la gestion de leur intermittence et leurs innombrables raccordements aux réseaux de distribution et de transport d'électricité.

La vraie question est donc : que font gagner en CO<sub>2</sub> les électricités renouvelables intermittentes ?

En réalité, hors hiver où elles réduisent nos importations d'électricité carbonée allemande et notre petite production nationale fondée sur le gaz et le charbon, elles dégradent même notre empreinte carbone puisqu'elles passent avant le nucléaire<sup>2</sup> qui doit réduire sa production quand elles produisent alors qu'elles émettent pourtant plus de CO<sub>2</sub> que ce dernier !

Alors comment expliquer la communication (celle des démarcheurs solaires, parfois encouragée au plus haut niveau de l'Etat) selon laquelle les énergies renouvelables intermittentes seraient utiles à la France et à son bilan carbone ? Arnaque ? Certes pas quand on remplace un chauffage gaz ou fuel par du photovoltaïque ou de l'éolien, mais arnaque lorsqu'on vend une installation photovoltaïque ou éolienne à ceux qui se chauffent déjà à l'électricité nucléaire et hydraulique.

**Copyright © 2024 Association Sauvons Le Climat**

1 <https://base-empreinte.ademe.fr/donnees/jeu-donnees>

2 Grâce à leur coût marginal quasi nul et leur revenu garanti indépendant de la demande (obligations d'achat et/ou compléments de rémunération et/ou contrats pour différence), en clair grâce aux subventions qui ne sont, rappelons-le, que des taxes pour le consommateur final.